

L'Humanité Rouge

Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Israel

L'ELECTION DE MOSHE DAYAN

Le résultat des élections au Parlement israélien, avec l'élection de Moshe Dayan

(vieux routier sioniste) et sa désignation comme « ministre des Affaires étrangères, est présenté comme étant « un coup de théâtre », il en a été de même ces jours derniers avec l'élection de Bégin.

Certes, cela cause quelques remous dans l'« État » croupion d'Israël, mais se situe en fait dans la suite logique de l'élection du fasciste Bégin.

Dayan a acquis une réputation de girouette politique (mais toujours au service d'une même cause expansionniste et raciste) puisqu'il avait fait toute sa carrière dans les rangs « travaillistes » qu'il quitte aujourd'hui. Les titres et l'argent n'ont pas d'odeur pour ces gens-là !

Bégin compte sur le « prestige » de Dayan pour se sortir du bourbier... c'est perdu d'avance. Yasser Arafat, président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), avait déclaré avec l'élection de Bégin que l'accession de celui-ci contribuerait à mieux montrer « la face hideuse de ce groupe militaire terroriste ». Arafat s'attend à ce que Israël déclenche une offensive militaire pour masquer ses difficultés politiques, diplomatiques et économiques.

Pour sa part, Ezzeddine Kalak — directeur du Bureau de l'OLP en France — a déclaré : « Tandis que l'ancienne équipe israélienne se croyait obligée, compte tenu de l'opinion publique internationale de faire mine d'arborer un gant de velours sur la main de fer de sa répression contre notre peuple, les nouveaux dirigeants, tenants du « grand Israël », meneront sans scrupule leur politique d'intransigeance et d'expansionnisme, au premier chef au détriment de notre peuple, en se livrant intensivement à l'expropriation des terres appartenant aux Palestiniens ».

● Rouen : Le PCF prétend interdire le droit de manifester

TOUS UNIS CONTRE LE SOCIAL-FASCISME !

Le 24 mai, à Rouen, plusieurs dizaines de nervis du service d'ordre CGT portant presque tous le badge PCF sont intervenus violemment pour empêcher des lycéens venus manifester contre la réforme Haby de rester au sein du cortège. Ils se sont conduits de la même façon que les CRS, traînant par terre des lycéens, leur donnant des coups de pied au visage.

Plusieurs personnes dont également des syndiqués CFDT ont été blessées, certaines très gravement. Un lycéen, notamment a été hospitalisé pour traumatisme crânien. Dans la manifestation, de nombreuses personnes se sont indignées contre ces procédés. Mais ne voilà-t-il pas que l'Humanité du 26 mai veut au contraire les justifier par des calomnies mensongères.

« A ROUEN, des manifestants gauchistes ont provoqué mardi des incidents en tentant de s'intégrer à la manifestation. Les unions départementales CGT, FDT et FEN de Seine-Maritime ont publié à ce sujet les précisions suivantes : « Les objectifs revendicatifs de ces manifestations ont été précis et définis préalablement en commun. Ces manifestations ont été soutenues par des organisations et partis démocratiques qui se reconnaissent dans leurs objectifs et les respectent. En revanche, d'autres organisations qui systématiquement veulent développer dans ces manifestations des mots d'ordre contraires à ceux déterminés par les organisations syndicales et par conséquent, contraires aux intérêts des travailleurs, n'ont pas dû y introduire. Elles prennent la responsabilité de se heurter au service d'ordre composé des organisations syndicales. »

Si « l'Humanité » cite les pontes syndicaux qui ont signé ce texte, c'est qu'ils cautionnent le social-fascisme et n'hésitent pas à la brandir comme menace pour interdire de manifester aux travailleurs et lycéens qui ne se plieraient pas aux directions révisionnistes et réformistes.

E. Maire, qui se trouvait



comme par hasard à Rouen manqué de féliciter le pontes jeudi, n'a sans doute pas CFDT qui a osé signer un

tel texte. Par contre, à la base les protestations n'ont pas tardé ! Plusieurs sections ont déjà fait connaître leur désaccord : Chimie, PTT, SGEN Universitaire et IRTS (Institut régional de formation des travailleurs sociaux). La section CFDT de l'IRTS dont l'un des membres a été blessé déclare qu'elle « dénonce et condamne cette pratique de caractère fasciste, dénonce les personnes qui excuseraient ou cautionneraient ces actions... pense qu'il y a de quoi s'inquiéter sur ce que nous réserve le Programme commun et l'Union de la gauche ».

Editorial

Comment Giscard prépare la venue du nouvel Hitler

Dans le cadre de la semaine française à la télévision soviétique et la préparation du voyage de Brejnev à Paris, Giscard s'est adressé aux téléspectateurs soviétiques, tout comme Brejnev avait pu le faire sur notre petit écran. Brejnev, comme à son habitude, avait parlé en long et en large de la prétendue « détente » et de la « paix ». Eh bien, Giscard n'a pas fait autre chose !

Quand l'URSS était encore socialiste, à l'époque de Staline, la bourgeoisie française menait une campagne acharnée de calomnies et de mensonges contre elle. Aujourd'hui, c'est tout le contraire : alors que l'URSS est devenue un pays de dictature fasciste et l'impérialisme le plus agressif, Giscard se met à plat ventre pour coopérer avec elle. Il reprend à son compte la prétendue « détente » et vante la conférence d'Helsinki (conférence d'INSECURITE, tenue en août 75), disant qu'elle est « le code et l'instrument de mesure de la détente en Europe », qu'il faut qu'elle « entre dans la vie quotidienne, je dirai dans la vie personnelle de notre continent » ! Il pratique la politique de l'autruche devant des événements aussi graves que contradictoires avec les affirmations social-impérialistes : l'invasion de l'Angola et du Zaïre, le conflit du Liban et la tension au Moyen-Orient...

Ce ne sont que quelques faits récents qui ont montré qu'il n'y avait ni « paix » ni « détente », mais au contraire une politique soviétique plus expansionniste que jamais, une rivalité aigüe avec les USA (échec des accords SALT) qui conduira à une 3e guerre mondiale.

Autrement dit, en URSS comme en France, Giscard prépare le voyage de Brejnev (du 20 au 22 juin à Paris) en pratiquant la même politique que

la bourgeoisie française (et britannique) qui avait signé les accords de Munich en 1938, facilitant ainsi la tâche d'Hitler et des nazis en leur laissant le chemin libre pour envahir l'Europe tout en parlant de « paix ».

La fleur à la bouche, voilà comment Giscard envisage d'aller à la conférence de Belgrade (Helsinki) le 15 juin prochain.

De plus, dans une interview accordée au « Figaro » de vendredi, Giscard a déclaré qu'il tiendrait informés les dirigeants social-fascistes et social-impérialistes de l'URSS, du déroulement de la conférence Nord-Sud (entre pays du tiers monde et pays européens et États-Unis), car il souhaite que l'URSS et la RDA n'en soient pas « tenues à l'écart des actions à entreprendre ».

Les dirigeants révisionnistes du PCF disent sans arrêt que le gouvernement se rapproche des États-Unis ! Une chose saute aux yeux, c'est son rapprochement avec l'URSS, c'est l'aide politique, économique (accroissement des échanges commerciaux), idéologique, qu'il apporte au social-impérialisme donc aux préparatifs de guerre de celui-ci.

Nous ne tolérerons pas une telle politique et nous le ferons savoir par tous les moyens. Nous appelons tous les travailleurs et tous les anti-impérialistes conséquents, dans les usines et les chantiers, les bureaux, les campagnes, les écoles... à se mobiliser pour protester contre la politique de capitulation du gouvernement, pour dénoncer la prétendue « détente » comme une réelle préparation à la guerre. NON A LA VENUE DU NOUVEL HITLER ! DEHORS BREJNEV !

Les marxistes-léninistes de Rouen

APPELLENT A MANIFESTER

- contre la tenue à Rouen d'un rassemblement national des organisations fascistes (PFN, Action française...)
- contre le développement de la propagande nazie et raciste.
- pour l'interdiction du meeting fasciste

Samedi 28 mai à Rouen
14 H Clos St Marc



Morte après 67 jours
de grève de la faim

L'assassinat d'une travailleuse

Mireille Bressolles est cette jeune femme de 33 ans, morte au CHU de Dijon, après une longue grève de la faim entreprise pour obtenir sa réintégration au poste qu'elle avait occupé au centre hospitalier d'Auxerre.

En mai 1972, elle était «agent principal» au centre de transfusion sanguine.

Militante au bureau d'une toute jeune section CGT, elle participait aux luttes hospitalières et se battait quotidiennement contre les mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité. C'est ainsi qu'elle a notamment refusé malgré l'ordre de l'administration et de médecins des flacons de sang périmés et pouvant donc être dangereux pour les malades.

En 1972, le conseil de discipline décide de prendre une sanction contre cette travailleuse trop combative. Il la rétrograde au poste de commis. Pendant deux ans, tout en occupant son nouveau poste à l'hôpital de Tonnerre, elle fait de nombreuses démarches pour faire réviser cette décision qu'elle estime injuste. Mais le tribunal administratif de Dijon puis le conseil d'Etat lui donnent tort... puisque le conseil de discipline s'est tenu dans les règles.

UNE LUTTE PERSÉVÉRANTE

En disponibilité à partir de 1974 puis licenciée, Mireille continuera son combat pour être réintégrée. Ceci alors qu'elle doit élever un garçon âgé aujourd'hui de 11 ans et courir après de petits emplois pour survivre et pour échapper aux multiples créanciers HLM, EDF, etc. qui l'assiègent. Le 24 janvier, elle fait grève de la faim, ce qui a pour conséquence immédiate de la faire recevoir par le procureur de la république. Il fait des promesses... qui resteront sans suite. C'est alors qu'elle décide le 7 mars de commencer une grève de la faim comme ultime moyen d'action pour obtenir satisfaction.

A l'initiative d'un comité de soutien, la solidarité s'organise autour d'elle : le premier avril, un meeting rassemble plus de cent personnes, des délégations se rendent à la DASS (Direction de l'Action sanitaire et sociale), le 14 avril la mairie est occupée. Ces actions font pression sur l'administration. Le 2 mai, la DASS annonce la création d'un poste d'agent principal à l'hôpital de Tonnerre et le 9 mai le directeur de l'hôpital confirme. Mireille veut en porter la victoire. Mais le 12 mai, une complication pulmonaire favorisée par l'épuisement exige son transfert à l'hôpital de Tonnerre,

puis au CHU de Dijon. Elle mourra vendredi 20.

APRES LE MÉPRIS, L'HYPOCRISIE

La direction de l'hôpital et certains médecins ont cherché à minimiser dès le début la lutte de Mireille et à la discréditer.

Des médecins avaient ainsi affirmé quand elle avait eu recours à la grève de la faim : «ce n'est pas une véritable grève de la faim».

Dans son dossier administratif, un certain nombre de pièces ont disparu telle la mention «agent principal», comme si elle n'avait jamais été rétrogradée de ce poste. Maintenant, les mêmes veulent déformer sa lutte et faire croire qu'elle se serait suicidée aux barbituriques alors qu'un lavage d'estomac pratiqué immédiatement n'a rien montré. Un «patron» de Dijon n'a-t-il pas déclaré : «On ne peut dire de quoi elle est morte» ?

LES PARTIS BOURGEOIS A L'UNISSON

Le jour-même de cette mort, à Fréjus au congrès du parti républicain, Jean-Pierre Soisson faisait mine de partir en guerre contre les «lenteurs» et la «tutelle» de l'administration.

Pourtant, en tant que maire d'Auxerre, et président du conseil d'administration de l'hôpital où Mireille était employée, il n'a jamais levé le petit doigt. Au contraire, il a entériné les décisions et toujours renvoyé Mireille à l'administration.

Les partis de gauche et les dirigeants CGT n'ont rien à lui envier. Ces derniers ont osé déclarer à France-Inter et à la télé : «La responsabilité de cette mort revient au comité de soutien. Il avait voulu une martyre vivante. Il a maintenant une martyre morte.» Or ils sont parmi ceux qui ont amené Mireille à la grève de la faim comme dernier recours en lui ayant refusé tout soutien alors même qu'elle était encore déléguée CGT. C'est donc uniquement en qualité de charognards que le PCF et le PS veulent maintenant «faire campagne» sur le sujet. 78 n'est pas loin ! Mais les travailleurs d'Auxerre et tous ceux qui ont aidé Mireille avec le comité de soutien ne sont pas prêts d'oublier quelle attitude ont eu tous ces bourgeois qui prétendent défendre Mireille après avoir contribué à sa mort.



Extrait de «The Call»

La sidérurgie indienne et les deux superpuissances

Le reportage suivant, extrait de l'hebdomadaire marxiste-léniniste américain «The Call» a été effectué en Inde très peu de temps avant les dernières élections qui ont renversé le régime de Ghandi.

Notre visite à Durgapur, bassin sidérurgique dans la banlieue de Calcutta, nous a montré à quel point l'impérialisme appauvrisait et exploitait le peuple indien. Le principal bénéficiaire de la production d'acier indienne, n'est pas le peuple, mais l'impérialisme et surtout le social-impérialisme soviétique. Depuis 1970, l'URSS a investi plus de 400 millions de dollars dans la sidérurgie indienne.

Aujourd'hui, plus de 30% du potentiel sidérurgique indien a été construit avec des financements soviétiques.

Les impérialistes soviétiques, comme leurs équivalents américains, refusent de laisser les techniciens indiens accéder aux plans et des experts russes se voient attribuer des postes que les ingénieurs indiens seraient tout à fait capables d'occuper. Nous avons vu un directeur d'usine qui avait essayé, sans succès pendant plus d'un an, d'obtenir un livre russe traitant du processus technique de fabrication de sa propre usine. Par ces moyens, les soviétiques s'ouvrent le contrôle de tout l'acier indien.

A Durgapur, comme partout en Inde, le gouvernement de Ghandi avait apposé des pancartes disant «Travaillez plus, parlez moins», ou encore : «Le remède à la pauvreté est le travail dur et la discipline de fer».

Aujourd'hui même, alors que la sidérurgie indienne fonctionne à 95 % de sa capacité (comme comparaison : 75 % pour les USA), le gouvernement vend le fruit du travail du peuple aux impérialistes et exportent 40 % de toute la production d'acier.

L'acier vendu aux soviétiques est revendu avec des profits énormes avant même qu'il atteigne l'URSS ou alors il est utilisé pour faire des tanks pour les nouveaux Tsars dans leurs préparatifs de guerre.

Cependant, le peuple indien retourne la terre avec des bœufs car il n'y a pas d'acier pour faire des tracteurs et irriguent les champs avec ses mains car il n'y a pas de pompes ni de conduites d'eau. La surexploitation des ouvriers sidérurgistes eux-mêmes se voit partout. En-dessous du niveau des ouvriers à la production, il y a les travailleurs occasionnels qui accomplissent les travaux difficiles et dangereux et qui sont payés moins de 5 F par jour.

Ces «travailleurs occasionnels» sont souvent des femmes ou appartiennent à des minorités nationales et vivent dans de véritables

bidonvilles. Ils n'ont aucun revenu fixe et aucune sécurité d'emploi et travaillent souvent sans aucun équipement de sécurité.

Dans les haut-fourneaux, nous a-t-on dit, une conduite a cédé déversant de l'acier en fusion dans de l'eau. L'explosion qui en résulta tua d'un coup trente ouvriers !

Plusieurs sidérurgistes nous ont expliqués comment l'état d'urgence de Ghandi fut imposé et comment leurs trois syndicats ont activement coopéré avec le gouvernement fasciste. Ces syndicats sont dirigés l'un par le Parti du congrès de Ghandi, un second par le soi-disant Parti communiste d'Inde (marxiste) et spécialement le dernier enfin par les révisionnistes du Parti communiste d'Inde, un agent du social-impérialisme.

L'opposition à ces trahi-



«travailler plus, parler moins, les contrevenants seront punis»

sons se développe et peut être mesurée par l'activité grandissante et par l'enthousiasme réservé aux distributions clandestines du Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste) actuellement interdit.

Nous avons demandé à un ouvrier ce qu'il pensait de l'URSS et du PC d'Inde. Le sidérurgiste nous a ré-

pondu avec l'accord de ses camarades : «Les Russes sont des exploiters de l'économie et du peuple indiens, pire que les Américains. Ils disposent de plus du PC d'Inde sur notre territoire pour imposer leur volonté. Ils prétendent être nos amis mais nous trahissent sans cesse.»

La conférence de l'ONU sur le Droit de la mer L'exploitation des richesses minières océanographiques

La 6e session de la conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer s'est ouverte lundi dernier à New-York.

Il s'agit de redéfinir le

fonds marins internationaux pillés par les États qui en ont actuellement les possibilités technologiques et financières, c'est-à-dire les USA et l'URSS principa-

leur exploitation est tel que, pour l'instant, elles seules peuvent l'envisager concrètement.

C'est face à cette menace de pillage organisé que les pays du tiers monde se dressent à la conférence.

S'en tenant à la notion de patrimoine commun de l'humanité, ils demandent que ces énormes richesses soient exploitées par un organisme spécial dépendant de l'ONU.

Vu l'importance de l'enjeu, la lutte s'avère difficile, mais ici comme pour les 200 milles marins, l'unité et la détermination du tiers monde fait sa force.



Ces galets au fond de la mer : une immense richesse en minerais

droit de la mer tel qu'il est actuellement régi par la Convention de Genève de 1958. Cette redéfinition s'effectue, face à la montée du développement technique, à la demande de la quasi totalité des pays du tiers monde regroupés dans le bloc dit des «77» (qui compte 120 pays en réalité).

Les pays du tiers monde qui ont réussi à imposer, face aux superpuissances, l'extension des eaux territoriales à 200 milles au large des côtes, protègent ainsi leur potentiel de pêche, émettent maintenant la juste exigence de ne pas voir les

lement.

Des études ont en effet démontré qu'il y avait au fond des océans ce que l'on appelle des «nœuds polymétalliques». Il s'agit de sortes de galets qui existent en grande quantité et qui sont extrêmement riches en cuivre, manganèse, cobalt et nickel.

L'exploitation de ces nœuds pourrait fournir, dans l'avenir, la plus grande partie de la production mondiale de ces métaux.

Les deux superpuissances ont d'ores et déjà entamé la prospection de ces mines d'un nouveau genre. L'investissement nécessaire pour

Guadeloupe

LE DIMANCHE
29 MAI A 14 H

Théâtre de Ménilmontant, 15 rue du retrait
20ème arrondissement
Mo Gambetta ou Pel-
leport
L'AGEG invite à une
rencontre culturelle de
commémoration des
glorieuses journées de
Mai 1967 et Mai 1967
en Guadeloupe



Encore à propos de Sardou

Liberté d'expression pour qui ?

Sardou qu'on avait un peu oublié, à tort, vient de refaire parler de lui. Le «Matin de Paris» lui a accordé une interview sur deux pages, interview reproduite intégralement dans le «Soir» quotidien marseillais de Deferre.

Sardou fait des révélations troublantes : «J'ai constaté que j'avais des options communes, des idées communes sur des tas de choses avec les gens du PS».

On peut noter une première chose dans cette interview. Devant la mobilisation des antifascistes, Sardou se montre moins insultant et moins arrogant, en particulier vis-à-vis des femmes révolutionnaires vis-à-vis desquelles il avait été particulièrement méprisant dans des interviews à la radio.

Cependant, il n'a pas renié un iota de ses chansons antérieures. Sur le sexisme, son attitude fasciste vis-à-vis des femmes, Sardou s'explique en disant qu'il s'est créé un personnage qui marche et qu'il doit continuer : «Le temps béni des colonies», «Les mecs sont cons, ou alors c'est moi ? C'est une chanson farouchement anticolonialiste (...) Je n'étais pas né au temps de la Tunisie. Je n'ai pas fait l'Indochine. C'est une image. Il faut avoir un peu d'humour», explique encore Sardou.

Quand Sardou fait de l'humour, c'est toujours pour se moquer des peuples du tiers monde ou de la classe ouvrière ! A propos

de «je suis pour», il explique qu'il n'est pas pour la peine de mort systématiquement mais qu'il est contre la remise de peine et que quand même son fils à lui... distingo subtil. Quant aux «Ricains», chanson faisant l'apologie des Yankees au moment des bombardements de Hanoi par les B 52 de Nixon, tenez-vous bien : «J'ai sorti les «Ricains» au moment où de Gaulle liquidait les bases américaines. Cette chanson défendait une position que je ne regrette pas. A l'époque, il y avait en France un anti-américanisme que je trouvais ridicule, au même titre que je trouverais ridicule un antisoviétisme systématique».

Impérialisme ou social-impérialisme, Sardou s'accorde avec les deux.

Le jour même de l'interview au «Matin de Paris», les perroquets de «Rouge» expliquent que Sardou n'est pas fasciste, qu'il est simplement réactionnaire, que maintenant s'il vote à gauche peut-être... et que de toute façon les réactionnaires ont le droit à la parole.

A Toulouse, ces mêmes trotskistes ont refusé de s'associer aux manifestations anti-Sardou, à Rouen, ils ont refusé de participer aux manifestations violentes pour interdire le meeting de Le Pen. Ne disaient-ils pas pendant la résistance qu'il fallait faire du travail politique dans l'armée nazie au lieu de lutter les armes à la main ?



CES Pailleron

La justice au point mort

Bien prompt à sévir quand il s'agit de condamner des jeunes ayant commis quelque petit délit, la «justice» est beaucoup plus lente quand les accusés font partie de milieux patronaux. L'incendie du CES Pailleron avait causé bien des morts du fait de l'emploi de matériaux peu chers mais dangereux. Cela fait

déjà plusieurs années que ce CES a brûlé comme du carton-pâte. Eh bien, malgré les demandes des parents des victimes le jugement définitif n'est toujours pas rendu. Cela permet aussi de bloquer la publication des différents rapports administratifs sous prétexte de respecter «l'indépendance de la justice».

• Dourdan

Plusieurs lycées menacés de fermeture

Le lycée, le CES, la SES de Dourdan et de Breuillet risquent de ne pouvoir réouvrir en septembre du fait des économies entreprises dans le cadre de la réforme Haby. Près de

2 000 élèves ne pourraient alors étudier dans leur ville.

Ils ont commencé dès maintenant à mobiliser la population pour s'opposer à ces fermetures.

nouvelles intérieures

En 1976

Plus de 700 jeunes se sont suicidés

C'est un chiffre officiel, donc minimisé : en 1976, plus de 700 jeunes se sont volontairement donné la mort. Deux chaque jour.

Ce n'est là que le nombre des décès. On compte un décès pour 25 tentatives chez les garçons et un pour 160 chez les filles. Ce qui revient à dire que le nombre de jeunes qui tentent de se suicider est une centaine de fois supérieur à ce chiffre de 700 morts.

Il ne s'agit pas de quelques fils à papa touchés par le spleen. Les suicides sont nombreux chez les ouvriers agricoles, les employés de maison, chez les plus pauvres, dans les cités HLM, dans les villes-dortoirs.

C'EST LE CAPITALISME QUI TUE

700 jeunes se suicident. 700 000 jeunes sont au chômage. Ces deux chiffres ne sont pas indépendants. Et ce

goisse permanente du chômage, avec ou sans diplôme. A l'usine ou au bureau, c'est le système «travaille et tais-toi», avec l'angoisse du licenciement toujours menaçant parce qu'un jeune qui commence à travailler est «sans qualification, sans pratique», il n'est pas «compétitif» aux yeux du patronat.

Quant aux loisirs, aux distractions, à la culture, dans une société capitaliste ils ne sont pas au service des travailleurs. Le seul «droit», c'est celui de trainer dans les

certaines mettent fin à leurs jours.

DES MESURES ANTI-JEUNES

Le jour même où ce chiffre tombait, le Parlement adoptait les trois séries de mesures du plan Barre-bis

Deuxièmement, formation complémentaire proposée aux jeunes chômeurs. Il n'y a à la clé de cette «information» aucun emploi assuré.

Troisièmement, prime de mobilité accordée aux jeunes qui acceptent de s'expatrier pour trouver du tra-



concernant la jeunesse et prétendant résoudre le chômage des jeunes.

Premièrement, une mesure aidant le patronat, comme toujours : exonération des cotisations dues par les employeurs qui embaucheront des jeunes cette année.

Cette exonération est d'un an pour l'employeur, de deux ans pour le maître d'apprentissage. On se souvient que Monory lui-même avait indiqué que les patrons pourraient licencier ces jeunes, au bout d'un an ou deux ans, quand l'exonération prendrait fin.

vail. Mesure que Barre n'avait pas osé présenter le 26 avril dernier, tant elle est crapuleuse : «Si vous voulez du boulot, allez en chercher ailleurs et foutez-nous la paix» !

Ces mesures sont tout d'abord démagogiques. Elles visent à faire croire que le gouvernement résoudra les problèmes du chômage des jeunes, ce qui est faux comme on vient de le voir. Quant à l'expatriation proposée, elle est bien dans la politique de Barre et Cie : les immigrés dehors, les jeunes dehors, les femmes au foyer.

«Le communisme est la jeunesse du monde» Paul Vaillant-Couturier

Si beaucoup de jeunes ne trouvent aucun moyen d'exprimer leur révolte de façon concrète, et se trouvent acculés à des actes désespérés, le PCF en porte une grande part de responsabilité.

Ce parti qui par le passé mobilisait des milliers de jeunes dans la lutte contre le capitalisme, ne leur propose aujourd'hui que le Programme commun, ce qui n'a rien d'enthousiasmant, bien au contraire. Les lycéens de Rouen, sauvagement agressés par le service d'ordre du PCF, peuvent en témoigner.

Le PCF est devenu un parti révisionniste, bourgeois. Autre proposition du PCF : la Fête d'Avant-garde avec pcp-musique, «grand défilé collectif»... Quant aux problèmes vitaux qui se posent à la jeunesse... «ils n'ont qu'à voter à gauche».

Pourtant, aujourd'hui comme hier, la seule perspective qui s'ouvre réellement à la jeunesse de notre pays, c'est la lutte, pour abattre le capitalisme.

Aujourd'hui, ce sont les marxistes-léninistes qui ont repris le drapeau de la lutte de la jeunesse pour la révolution prolétarienne.

nombre de chômeurs devrait passer à un million à la prochaine rentrée scolaire. Ce sont là encore les chiffres officiels.

Tout ce que la bourgeoisie ouvre comme perspective aux jeunes, c'est de subir un enseignement régi par la loi Haby, enfin l'an-

gues ou les terrains vagues. Et encore, quand on ne tombe pas sur un commando de police ou sur un gardien qui font la chasse aux jeunes, ces «fainéants qui ne foutent rien».

Le capitalisme bouche tout avenir aux jeunes, il est la cause du fait que

Dans notre courrier

Nous publions ici une lettre envoyée par un camarade du Mans. Il s'agit d'un vieux militant communiste, adhérent au PCF dès les premières années de sa fondation.

Quand le PCF devint un parti révisionniste, dans les années 60, ce camarade fut un des premiers à dénoncer le révisionnisme et à parti-

ciper au regroupement des authentiques communistes qui fondèrent en 1967 le Parti communiste marxiste-léniniste de France.

Ce que dit ce camarade à propos du révisionniste Robert Jarry a valeur d'exemple. C'est le jugement d'un vieux communiste sur un de ces arrivistes bourgeois qui dirigent aujourd'hui le PCF.

Un arriviste bourgeois

«Jarry Robert, âgé de 52 ans, est secrétaire fédéral départemental du parti soi-disant communiste depuis plus de 28 ans, vivant du produit de cotisations versées par les modestes adhérents.

Ce «nourrisson» du PCF, arriviste orgueilleux et ambitieux, a donc trouvé sa voie et atteint un premier stade vers son but. ***

Cet individu a travaillé peut-être 5 ou 6 ans dans sa vie et c'est vraiment peu pour représenter la classe ouvrière, puisqu'il aurait probablement de la peine pour présenter des certificats traditionnels d'employeurs ou des justifications d'affiliation au régime de la Sécurité sociale.

Noter aussi que celui

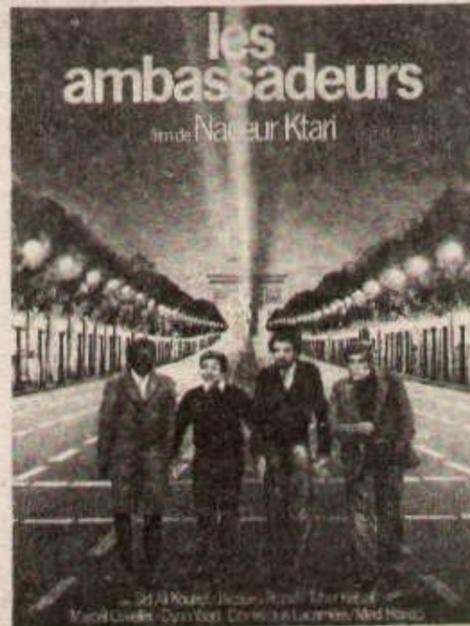
dont la jeunesse fut quelque peu «turbulente» est devenu professeur de calme et de dignité pour les travailleurs, lors des manifestations ouvrières.

Comme de nombreux autres congénères, il se contente aujourd'hui de profiter et de vivre au détriment des organisations ouvrières, victimes de ces parasites.

«Vivre autrement — Vivre mieux au Mans», était le leit-motiv des candidats de la «gauche». On peut penser que pour Jarry, lui, c'est devenu une réalité, grâce aux «subsides» probablement copieusement apportés par sa nouvelle fonction.

*** Jarry est devenu cette année maire de la ville du Mans.

UN FILM A VOIR





LIP : nouvelle phase dans la lutte

Remise en route de la production de montres

Les LIP n'auront plus pour vivre que les 400 F de l'aide publique, après le 13 juin pour la moitié d'entre eux, après la mi-juillet pour les autres.

Aussi, ont-ils décidé de relancer la vente et la production «sauvages» de montres mécaniques à bon marché : ils finiront le montage d'une série commencée avant la fermeture et vendront également des montres à quartz.

Les activités n'avaient jamais cessé dans l'usine de Palente occupée depuis maintenant un an, qu'il s'agisse de production d'objet d'artisanat, d'activité plus directement liée à la lutte ou de «formation professionnelle» et «recherches techniques».

Décidément, LIP, ce n'est pas fini !

Chambon - La Voulté Après 16 jours de grève et occupation

L'Humanité rouge No 691 du 19 mai publiait une information sur le conflit Machines-Chambon de La Voulté (Ardèche). Il est bon d'ajouter que c'est un phénomène de ras le bol qui a fait éclater le conflit. «A trop tirer sur la ficelle on la casse».

Au 16e jour de grève, il n'y a toujours pas de contact avec la direction, tant locale que générale (siège social à Orléans La Source). Le directeur local joue à cache-cache avec les grévistes, avec l'inspecteur du travail, et avec le directeur de la main-d'œuvre. Mais le moral des grévistes est bon.

Toutes les occasions de popularisation du conflit sont saisies ainsi que la solidarité financière : concours de pétanques, animation musicale etc. Ce ne sont pas les tentatives d'intimidation patronales, assignation en référé ou autre qui changeront quelque chose.

D'après les travailleurs de
chez Chambon



Chambon - La Voulté Un comble !

La direction vient de faire défilier les non-grévistes avec le directeur technique en tête pour la «liberté du travail». Mais un comble, nous avons pu apprendre que parmi ces non-grévistes, et osant parler de liberté du travail, se trouvaient des militants du PCF !

La direction lance des menaces de licenciements, c'est une liste de 89 travailleurs menacés d'expulsion de l'usine occupée et traduits en référé. Les travailleurs de Chambon-Machines restent unis au coude à coude et disent :

«Nous, nous voulons travailler et vivre au pays avec les conditions de travail et des conditions de vie valables et c'est bien nous, grévistes qui nous battons pour cela».

Correspondant HR

COMITE DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA EN GREVE



Exposition de PHOTOS et GRAVURES sur la LUTTE DES FOYERS SONACOTRA

Du 25 mai au 10 juin

Du lundi au vendredi de 14h à 20h.

Samedi de 10h à 20h. Dimanche de 10h à 18h.

68, rue de Belleville - Paris 20^e
(Métro Pyrénées)

Section de l'administration centrale (SGEN-CFDT) Classe contre classe !

La section nationale de l'administration centrale du ministère de l'Éducation, du secrétariat d'État aux universités, et du secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports a tenu son assemblée générale.

Le rapport d'activité et les propositions d'orientation ont été discutés et approuvés. Nous reproduisons ici de très larges extraits des décisions prises.

DES OBJECTIFS PRECIS

En fonction des analyses du rapport d'orientation plusieurs axes de luttes immédiates ont été retenus :

- les salaires : contre le plan Barre : accentuation de la propagande en faveur des augmentations de salaires antihiérarchisées. Prise en charge d'une action contre les primes qui accroissent la hiérarchie et divisent les travailleurs. L'action sera menée avec le souci d'éliminer le secret qui couvre le système des primes et de rechercher des mots d'ordre revendicatifs accessibles sur le plan du ministère.

- les non-titulaires : action pour la titularisation des maîtres-auxiliaires en poste à la centrale et lutte pour la revalorisation des contrats administratifs et leur transformation en contrats techniques.

- les conditions de vie et de travail : lutte pour un abaissement de la durée hebdomadaire de travail et l'accroissement des dérogations d'horaire (...)

UNE ORIENTATION DE LUTTE DE CLASSE

L'action syndicale a deux objectifs : les revendications immédiates et la prise de conscience anti-capitaliste. L'assemblée générale a approuvé la volonté de persévérer dans un syndicalisme qui oppose clairement les intérêts des travailleurs à ceux du pouvoir de la bourgeoisie et de ses représentants. La lutte de classe, c'est l'axe qui entraîne tout le reste ! Dans cette perspective, l'orientation tracée se fonde sur plusieurs éléments :

- le front uni des travailleurs se réalise sur la

base des intérêts des plus exploités. Les cadres rallient le combat de classe sur ces bases.

- le syndicat doit contribuer à créer parmi les travailleurs une atmosphère de démocratie qui leur permette de prendre en charge leur lutte.

Les assemblées générales et toutes autres formes permettant l'expression des camarades de travail seront utilisées.

- l'unité intersyndicale se construit à la base et dans l'action. La section interviendra pour que l'unité interconfédérale ne se réalise pas au détriment des revendications spécifiquement CFDT et de la mobilisation effective des travailleurs.

Les perspectives de 78 : unité sur le fait que l'Union de la gauche au pouvoir ne provoquera de notre part aucune remise en cause de nos revendications. Quant à l'appréciation de la nature de classe des partis du Programme commun le débat se poursuit, l'équipe candidate au secrétariat national ayant pour sa part défini les raisons de son opposition au Programme commun.

UNE PRATIQUE DEMOCRATIQUE

L'assemblée générale a également entamé un débat sur la pratique de classe et de masse qu'implique l'adhésion à la CFDT.

Outre le caractère de classe des revendications et les possibilités offertes aux travailleurs de prendre en main leurs luttes, il a été mis en lumière la nécessité de définir la pratique du militant syndical dans son lieu de travail.

Par ailleurs ont été posés les problèmes de fonctionnement démocratique du syndicat car on ne peut prétendre réaliser une pratique démocratique vis-à-vis des travailleurs si l'organisation syndicale n'est pas elle-même un exemple de démocratie.

Pour ce faire, plusieurs exigences :

- renforcer l'organisation des sections de base,
- accentuer la formation syndicale des militants,

- approfondir la démocratie interne par la multiplication des possibilités d'expression. (...)

Région lyonnaise

A propos de la récupération des ponts à Paris-Rhône

Selon le bulletin de mai «classe contre classe» de nos camarades de Lyon :

«Depuis plus de six mois, le patron et la CGC voulaient imposer l'augmentation de la journée de travail pour récupérer les ponts.

«Cette solution ne coûte rien au patron et une fois acceptée lui permet de faire accepter d'autres récupérations que les ponts (grève EDF, etc.). En plus, accepter cette solution, c'est se fier les mains pour toutes les luttes à venir pour obtenir le paiement de certains ponts.

«Accepter, c'est aussi autoriser le patron à allonger notre journée de travail pour son seul intérêt.

LE SILENCE DES DIRIGEANTS RÉVISIONNISTES DE LA CGT

«Pendant tout le temps que les ouvriers discutaient du problème, ils ont été officiellement silencieux.

«Ce silence était un soutien à la position de la direction. Aujourd'hui, la CGT prend prétexte du vote organisé par le patron pour soutenir la récupération du 1/4 d'heure. Mais qu'a-t-elle

fait pour que la solution ne soit pas choisie par les ouvriers ? Rien !

«Si la CGT n'a rien fait, ce n'est pas par négligence, mais parce qu'elle était d'accord avec le patron.»

Après avoir souligné la responsabilité de la ligne révisionniste du PCF dans la division des travailleurs notamment sur cette question des ponts, le tract appelle à la lutte contre le quart d'heure de récupération.

«Nous ne pouvons refaire notre unité qu'autour des intérêts des ouvriers. C'est pourquoi le premier moyen de renforcer cette unité, c'est de participer nombreux à la lutte contre le quart d'heure de récupération.

«Le second moyen, c'est de bien voir que la solution du quart d'heure par jour est une solution qui arrange le patron et pas du tout les ouvriers.»

«Le problème du quart d'heure de récupération nous montre ce que sera l'arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir : l'entente cordiale entre les patrons et les révisionnistes du PCF qui dirige la CGT.

«Les patrons sont prêts à faire des sacrifices pour s'attacher les services de ces «défenseurs» des ouvriers si acharnés à maintenir le capitalisme en place.

Défendons-nous contre les plans du patron et contre leurs alliés révisionnistes !

Unité dans la lutte contre la récupération des ponts !

40 heures par semaine, ça suffit ! Non au quart d'heure en plus !»

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge de la région Rhône-Alpes.

*Paris-Rhône : importante usine d'appareils ménagers (aspirateurs).

A propos du 24 mai

Dans un tract diffusé avant la journée du 24 mai, sur la région Rhône-Isère, les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge dénonçaient le rôle joué par les journées d'action, y compris celle du 24, les opposant aux véritables luttes, pour l'emploi et le pouvoir d'achat, dont les dirigeants syndicaux tentent d'empêcher le développement, indiquant notamment :

«Et lorsque ces luttes existent malgré eux, ils font habituellement le silence dessus, ou les laissent isolées.

«Combien de travailleurs de Vaise savent que les ouvriers des ateliers d'étrépage de Rhodia-Vaise viennent de mener pendant plus de trois semaines une grève courageuse contre des déqualifications et des licenciements ?

«Combien de travailleurs de la région ont entendu parler dans leur syndicat de la lutte exemplaire menée récemment par les travailleurs de la laiterie d'Orlac-Gilca à Vienne qui ont réalisé un début d'unité ouvriers-paysans et résisté aux interventions des CRS ?

«Il est bien évident que ce n'est pas uniquement la bourgeoisie de droite qui fait silence ou isole ces luttes, mais aussi les dirigeants syndicaux entièrement dévoués aux partis de «gauche» PCF et PS qui craignent par-dessus tout qu'une offensive ouvrière ne compromette leur chance d'une victoire électorale en 1978.»

Parlant des dirigeants de ces partis, le tract appelait à faire du 24 une journée de dénonciation de ces traîtres à la classe ouvrière.»